



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE

QUARANTE ET UNIÈME SESSION

Budapest (Hongrie), 1-2 octobre 2019

**Appui de la FAO aux activités en faveur de l'atténuation du
changement climatique et de l'adaptation à ses effets
dans la région Europe et Asie centrale**

I. Introduction

1. Dans le cadre de l'adoption de l'Accord de Paris, la communauté internationale a réitéré son engagement à lutter contre le changement climatique et a exhorté les pays à poursuivre la mise en œuvre de mesures d'adaptation et d'atténuation ambitieuses, offrant l'appui du mécanisme financier de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), notamment le Fonds vert pour le climat (FVC), en vue de faciliter la transition vers des modes de développement qui soient résilients face aux aléas climatiques et génèrent peu d'émissions.

2. Au niveau mondial, le changement climatique est devenu une question de sécurité nationale et de survie pour de nombreux pays. Dans la région Europe et Asie centrale, il constitue également une menace grandissante, en particulier pour la sécurité alimentaire, la nutrition et les services écosystémiques. L'évolution des températures et des précipitations et l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes menacent de réduire les rendements et la productivité des cultures, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie dans de nombreuses zones de la région et d'augmenter les risques de catastrophes naturelles, comme les sécheresses, les inondations et les glissements de terrain. Ces événements extrêmes ont déjà provoqué des dégâts et des pertes de production considérables.

3. Dans ce contexte, les pays de la région ont participé pleinement au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ont adhéré aux objectifs de développement durable (ODD), en faisant fond sur les résultats qu'ils ont obtenus ces dernières décennies dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Toutefois, le changement climatique devrait avoir des effets négatifs directs et indirects sur la productivité agricole de ces pays – notamment des modifications des régimes pluviométriques, un accroissement de la fréquence et de la gravité des aléas hydrométéorologiques tels

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



nb173

que les sécheresses, les tempêtes et les inondations, et une augmentation et une redistribution géographique des infestations d'organismes nuisibles et des épidémies de maladies animales et végétales – ce qui pourrait compromettre la capacité d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle régionale, d'éliminer la pauvreté et de parvenir à un développement durable.

4. Compte tenu des effets du changement climatique et du fait que la plupart des pays de la région Europe et Asie centrale sont des économies à revenu intermédiaire qui dépendent de l'agriculture, il est crucial d'intensifier les efforts des pays visant à tenir et mettre en œuvre leurs engagements auprès de la CCNUCC, en adaptant l'agriculture, la pêche et la foresterie au changement climatique et en renforçant la résilience des moyens d'existence de la population.

5. Le Cadre stratégique de la FAO, qui a été adopté par les États Membres, a pour but d'aider les pays à s'adapter au changement climatique et à atténuer ses effets; la FAO met également son expérience à disposition, afin d'appuyer les pays. Cet engagement transparaît dans le thème de la FAO pour l'exercice biennal 2018-2019 – «Le changement climatique et ses effets sur les travaux et les activités de la FAO» – ainsi que dans la Stratégie de la FAO relative au changement climatique, adoptée en 2017, qui vise à renforcer les capacités techniques et institutionnelles des États Membres, à améliorer l'intégration de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche dans le programme d'action international en faveur du climat et à renforcer la coordination interne et l'exécution des travaux de la FAO, qui consistent à aider les États Membres à planifier et mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national en prenant notamment en compte la problématique hommes-femmes¹.

6. En Europe et en Asie centrale, l'initiative régionale 3 sur la «gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique» est un cadre programmatique qui permet de passer de la stratégie mondiale et des enjeux régionaux spécifiques à des actions au niveau national en rapprochant les processus d'élaboration des politiques dans la région afin de mieux lutter contre le changement climatique.

II. Initiative régionale 3: gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique

7. Mise au point en 2017, l'initiative régionale 3 consiste à aider les Membres à renforcer leurs capacités nationales afin de parvenir à une gestion durable des ressources naturelles, notamment pour ce qui est de s'adapter au changement climatique, d'atténuer ses effets et de réduire les risques de catastrophes dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche. Elle a pour objectif de fournir aux pays un mécanisme qui permettra de relever les défis du changement climatique et de la gestion durable des ressources naturelles, qui sont liés entre eux, en assurant une transition vers des systèmes alimentaires durables et résilients face au climat.

8. À cette fin, l'initiative régionale, qui comporte trois composantes, vise avant tout à améliorer l'alignement des politiques, la collecte de données et le renforcement des capacités aux niveaux régional et national. Ces efforts devraient rendre l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives et plus durables, accroître la résilience des moyens d'existence ruraux face au changement climatique et aux catastrophes naturelles et accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

¹ Stratégie de la FAO relative au changement climatique (FAO, 2017).

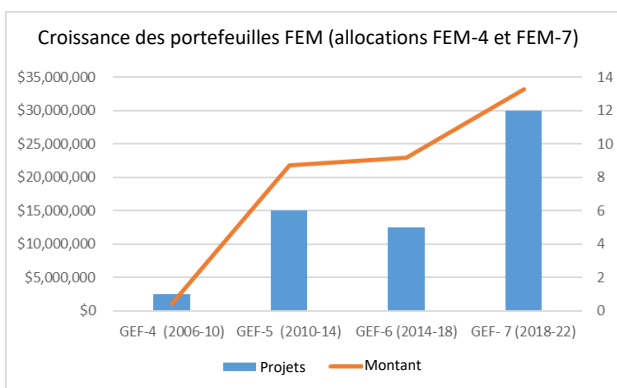
9. En outre, les outils associés à l'initiative régionale comprennent des éléments thématiques pertinents, qui facilitent la formulation des interventions dans les domaines interdépendants du changement climatique, de la sécurité alimentaire, des systèmes alimentaires, de l'égalité des sexes et de la pauvreté rurale.

III. Appui de la FAO relatif au changement climatique

10. Compte tenu des contraintes majeures auxquelles sont confrontés la plupart des pays à revenu intermédiaire en ce qui concerne la disponibilité de sources de financement, il est essentiel que ceux-ci puissent accéder à des ressources financières afin d'apporter une réponse adaptée au changement climatique. Dans ce contexte, des mécanismes de financement liés au climat, comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds vert pour le climat (FVC) et d'autres, ont été spécifiquement créés pour aider les pays à revenu intermédiaire à s'adapter au changement climatique et atténuer ses effets.

11. À cet égard, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale joue un rôle important dans la région en matière d'appui et de renforcement des capacités des pays, afin que ceux-ci puissent accéder au financement de l'action climatique et mettre en commun les pratiques optimales. Afin de contribuer à ces efforts, la Stratégie régionale visant à renforcer la participation au Fonds vert pour le climat et le Plan directeur visant à renforcer la participation au FEM-7 ont été élaborés en tant qu'outils dynamiques destinés à fournir aux pays un appui optimal en vue de leurs accès aux ressources du FVC et du FEM.

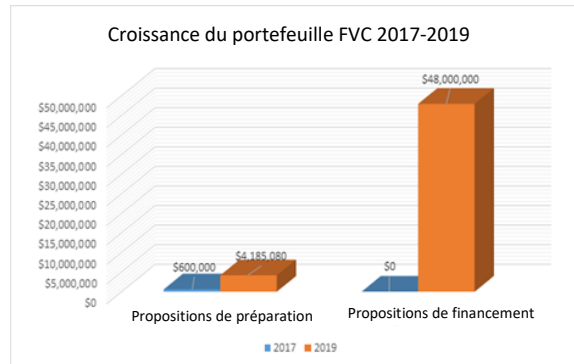
12. En particulier, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Ouzbékistan, la République de Moldova, la Serbie, le Tadjikistan et la Turquie bénéficient d'un appui en vue de la préparation et de la mise en œuvre de projets liés à la gestion durable des ressources naturelles dans le contexte du changement climatique.



13. Lors de l'exercice biennal en cours, les portefeuilles de la FAO consacrés au FEM et au FVC ont connu une croissance exponentielle. En ce qui concerne le FEM-7, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont soumis des propositions portant sur la neutralité de la dégradation des terres. En outre, la Bosnie-Herzégovine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la République de Moldova, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine, avec le soutien de la FAO, sont sur le point d'achever la

préparation des propositions qu'ils soumettront au Secrétariat du FEM cette année.

14. Dans le cas du FVC, des propositions complètes pour l'Arménie et le Kirghizistan ont été soumises au Secrétariat du FVC, et le Monténégro, la Macédoine du Nord, la République de Moldova, la Serbie et le Tadjikistan sont sur le point de soumettre leurs propositions de préparation au FVC cette année, en partenariat avec la FAO. En outre, le Kirghizistan et la Macédoine du Nord sont en passe d'achever la mise en œuvre de leurs premiers projets de préparation au FVC, qui ont été exécutés en collaboration avec la FAO. Plus récemment, une proposition de préparation formulée par l'Azerbaïdjan a été approuvée et sa mise en œuvre débutera au dernier trimestre de 2019.



15. Par ailleurs, étant donné que la population de l'Asie centrale a triplé ces 50 dernières années, les pays de cette région rencontrent des problèmes de sécurité alimentaire, car ils doivent nourrir un plus grand nombre de personnes, alors que les ressources en eau sont de plus en plus limitées et que les conditions climatiques varient énormément. La FAO travaille avec les pays de la région afin de transposer à l'échelle supérieure la gestion intégrée des ressources naturelles dans les paysages agricoles salinisés et sujets à la sécheresse, au moyen d'approches de l'aménagement intégré du territoire et de pratiques de gestion intégrée des ressources naturelles qui visent à stabiliser, voire inverser, la tendance à la salinisation des sols, à réduire l'érosion, à améliorer le captage et la rétention d'eau, à améliorer le piégeage du carbone et à réduire la perte d'agrobiodiversité, ce qui se traduit par une réduction de l'ampleur et de la gravité de la désertification.

16. En outre, la FAO contribue à la mise en œuvre cohérente du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015). En matière de politiques et de gouvernance de la réduction des risques de catastrophe, les efforts suivants sont menés: i) généralisation des mesures de réduction des risques de catastrophe dans le cadre des activités de planification du développement agricole, ii) renforcement des capacités en matière de suivi des effets des catastrophes dans l'agriculture, iii) promotion de la cohérence entre réduction des risques de catastrophe et adaptation au changement climatique. Plus particulièrement, la FAO a élaboré une méthode d'évaluation des pertes directes attribuées aux catastrophes dans l'agriculture, la pêche et la foresterie, qui a été intégrée au Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et aux cadres de suivi des objectifs de développement durable, avec pour objectif d'appuyer la collecte de données et le suivi des progrès accomplis en ce qui concerne les cibles mondiales sur la résilience, en particulier l'indicateur C-2 du Cadre d'action de Sendai et l'indicateur 1.5.2 des ODD. Dans ce contexte, la FAO travaille avec les équipes techniques et les décideurs à l'institutionnalisation des systèmes d'information sur les dégâts et les pertes agricoles dans la région, dans la perspective d'une initiative plus large visant à appuyer la collecte de données sur les catastrophes qui touchent l'agriculture, afin de contribuer à la préparation de feuilles de routes consacrées à la mise en œuvre nationale d'un cadre de communication de rapports sur l'agriculture dans le contexte du Cadre d'action de Sendai.

17. En outre, la FAO aide les pays à promouvoir plusieurs concepts et approches liés entre eux, comme l'agriculture intelligente face au climat et l'agriculture de conservation, afin de préserver les ressources naturelles et d'accroître leur résilience (meilleure irrigation et fertilité du sol, réduction de l'érosion des sols, amélioration des nutriments et résilience des végétaux et du bétail face aux organismes nuisibles et aux maladies). En parallèle, les approches agroécologiques ont démontré qu'elles

permettaient de construire des systèmes plus résilients face aux événements météorologiques extrêmes et qu'elles contribuaient à l'adaptation et à l'atténuation. Dans ce sens, le cadre de la FAO en matière d'agroécologie, qui s'appuie sur les principes de la diversité, de la co-crédation, du partage des connaissances, des synergies, de l'efficacité, du recyclage, de la résilience, des valeurs humaines et sociales, des traditions culturelles et alimentaires, de la gouvernance responsable et de l'économie solidaire et circulaire, fait partie des travaux promus par la FAO dans la région.

18. De même, l'initiative de la FAO concernant les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM) vise à recenser, appuyer et préserver les systèmes agricoles traditionnels qui protègent la biodiversité et les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et à respecter et promouvoir les moyens d'existence ruraux et les systèmes de connaissances. L'aide apportée par la FAO aux pays consiste à sensibiliser davantage à la valeur de ces systèmes agricoles et aux bénéfices qui leurs sont associés et à mettre en avant l'importance des sites qui ont résisté à la variabilité du climat pendant des siècles et ont montré une agilité remarquable en matière de réduction des effets du changement climatique en contribuant à la mise en place d'écosystèmes résilients qui préservent la biodiversité agricole.

19. Compte tenu des effets négatifs du changement climatique et de la manière dont celui-ci bouleverse les systèmes alimentaires dans leur ensemble, réduit la productivité du secteur agricole et pèse directement sur les moyens d'existence des populations qui vivent dans les zones rurales, la FAO encourage dans la région les dialogues intersectoriels qui visent à mettre en lumière les éventuelles synergies entre les différentes institutions gouvernementales et autres parties prenantes sur des sujets liés au changement climatique, à la réduction des risques de catastrophe, à la pauvreté rurale, à la sécurité alimentaire et à la nutrition, y compris l'égalité hommes-femmes, afin d'intégrer les actions cohérentes en faveur du climat et les efforts de réduction de la pauvreté aux politiques nationales.

IV. Travaux à accomplir

20. En réponse aux besoins des pays, la FAO continuera, lors du prochain exercice biennal, d'unir ses forces à celles des Membres afin de relever les défis liés au changement climatique et d'accroître la portée des programmes de l'initiative régionale 3, car les ressources naturelles fournissent d'importants services écosystémiques qui constituent le fondement des systèmes alimentaires. Les travaux consisteront en particulier à:

- établir des réseaux techniques régionaux afin de promouvoir des solutions fondées sur la nature et de renforcer l'utilisation durable des ressources naturelles dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, dans le contexte du changement climatique;
- élaborer des documents de connaissances stratégiques qui facilitent l'accès au financement de l'action climatique et contribuent aux processus d'examen des contributions déterminées au niveau national et de l'objectif de développement durable 13, notamment une approche tenant compte de la problématique hommes-femmes et la promotion de la participation active des États membres des conférences des Parties et de toute autre manifestation pertinente sur le climat;
- aider les pays à améliorer la collecte et la gestion des données et informations sur les vulnérabilités liées au climat, afin de faciliter la prise de décisions fondées sur des éléments

- factuels dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets et de la réduction des risques de catastrophe;
- promouvoir la gestion durable des terres et les pratiques agricoles durables, afin de renforcer les capacités des pays en matière de suivi et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre;
 - créer un mécanisme régional visant à améliorer les capacités des États Membres en matière de gestion durable des ressources en eau dans le contexte du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophe;
 - promouvoir la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des services écosystémiques dans le secteur de l'agriculture, mener des dialogues intersectoriels et élaborer un plan d'action régional visant à généraliser la question de la biodiversité dans l'agriculture;
 - renforcer les connaissances des pays sur la neutralité de la dégradation des terres et son système de suivi, notamment promouvoir les directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire;
 - mettre en place un réseau technique régional visant à faciliter l'alignement des politiques, la coopération et la coordination dans le domaine de la gestion durable des ressources phytogénétiques et des systèmes semenciers;
 - structurer un plan d'action régional visant à promouvoir les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial et mettre en valeur le rôle de ces sites dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et la résistance au changement climatique.

21. Dans cette optique, les menaces croissantes associées au changement climatique dans la région Europe et Asie centrale et l'appel urgent à l'action formulé dans l'Accord de Paris de la CCNUCC procurent une base solide aux travaux de la FAO sur le changement climatique. La FAO continuera de nouer d'étroits partenariats et de travailler avec plusieurs parties prenantes afin de lutter contre le changement climatique, qui est un domaine prioritaire de l'appui continu qu'elle fournit aux pays d'Europe et d'Asie centrale.